



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 19/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD

ZI - 58 rue du 8 mai 1945
80800 Villers-Bretonneux

Références : 2025-E20135
Code AIOT : 0005102590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD implanté ZI - 58 rue du 8 mai 1945 80800 Villers-Bretonneux. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "maîtrise des risques accidentels : gestion des premières heures d'un incident ou accident", notamment sur le volet "mise en œuvre des dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD
- ZI - 58 rue du 8 mai 1945 80800 Villers-Bretonneux
- Code AIOT : 0005102590

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le centre TRD ORTEC de Villers-Bretonneux est un centre de regroupement, de traitement et de valorisation des déchets industriels dangereux et non dangereux. Un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation a été signé le 09/12/2021, puis modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 04/11/2022.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a prévu les dispositions analytiques nécessaires en cas d'incident ou accident conformément à la réglementation en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée :

<p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>La date de dernière version du POI consultée lors de la visite est celle du 5 novembre 2024. L'exploitant a transmis depuis une nouvelle version de son document en date du 26 juin 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La date du dernier exercice POI est septembre 2024. L'exploitant prévoit son exercice annuel en septembre 2025, où l'inspection des installations classées sollicite d'être présente pour une visite d'inspection. L'exploitant transmettra la date retenue au cours de l'été.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>

Constats :

L'annexe 5 du POI de l'exploitant prévoit : *"La matrice à investiguer est la matrice Air à J+0. D'autres matrices pourront être investiguées comme les sols superficiels, eaux souterraines ou denrées alimentaires pour l'homme en fonction de la nature et impact sur l'environnement à J+ 1. Le choix de ces matrices est défini par EGIS."*

Egis est le prestataire extérieur retenu pour le suivi environnemental post-accident. Le contrat actuel est valable jusqu'en juin 2026.

Le POI précise également : *"Afin de préciser les substances et les milieux à investiguer, un contrat d'intervention post-accident a été établi avec la société EGIS. Cette dernière mettra à disposition une équipe d'intervention dédiée 24h/24, 7j/7, 365 jours par an (réponse en moins d'1 h à l'appel téléphonique)."*

L'exploitant prévoit cependant en parallèle du prestataire extérieur les éléments suivants :

- pour le compartiment "eau", le site est sur rétention et les eaux d'extinctions sont dirigées vers un bassin étanche lors d'un incendie. Dès lors que ces eaux sont collectées, elles sont dirigées vers une filière dûment autorisée après leurs caractérisations.

- pour le compartiment "air", l'exploitant précise que pour définir la liste des éléments à analyser en cas de sinistre, il s'est basé sur le "guide professionnel relatif aux produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important" réalisé par le Syved et le Sypred. Il prévoit d'analyser les molécules suivantes :

- dioxyde de carbone (CO₂) ;
- monoxyde de carbone (CO) ;

- oxydes d'azotes (NO_x) ;

- hydrocarbures aromatiques polycyclique (HAP) ;

- dioxines chlorées et bromées ;

- composés organiques volatils (COVt) ;

- BTX (benzène, toluène et xylène et le formaldéhyde) ;

- acides halogénés : HCl - Chlorure d'hydrogène ; HBr - Bromure d'hydrogène ; HF - Fluorure d'hydrogène ;

- métaux principaux : Ni, Cd , Hg, Pb, Li ;

- SO₂.

L'inspection questionne l'exploitant sur l'absence d'analyse sur les furanes et rappelle que l'exploitant peut se baser sur les documents suivants pour screener les polluants à investiguer :

- l'avis du 1er décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement, qui définit les modalités pratiques à mettre en œuvre pour répondre à ces exigences : <https://www.bulletin-officiel.developpement->

[durable.gouv.fr/documents/Bulletinofficiel-0032764/TREP2233918V.pdf;jsessionid=4B2120B2E5B9FF1BAE4FC433C8A98534](https://www.ineris.fr/documents/Bulletinofficiel-0032764/TREP2233918V.pdf;jsessionid=4B2120B2E5B9FF1BAE4FC433C8A98534)
- le rapport 203887 - 2079442 de l'Ineris « Recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie - 16 » de juillet 2020 :
<https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/Evaluation%20de%20l%27impact%20environnemental%20des%20incendies%20v4.pdf>

A posteriori de la visite, l'inspection constate qu'il semble manquer des substances au regard du guide SYVED / SYPRED: les suies ne sont pas identifiées, les PBDD/F ou PCDD/F (dioxines / furanes) également alors que visés pour de nombreux flux de déchets. L'exploitant se positionnera sur ces molécules.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionnera dans un délai d'un mois sur la pertinence de prévoir des moyens d'analyses sur les suies, PBDD/F ou PCDD/F dans le cadre de ses premiers prélèvements environnementaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :
Le POI actuel répond à la prescription susvisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées;</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant de tubes réactifs, aucune technicité n'est attendue si ce n'est une répartition des tâches. Le POI prévoit les personnes en charge de ces premiers prélèvements, et les prestataires externes à recourir selon l'amplitude du sinistre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite